

<https://www.aefinfo.fr/depeche/708521>

Cécile Olivier

3 min read

Menaces sur un proviseur : Les chefs d'établissement ont notre soutien total, assure Nicole Belloubet

"Il est inacceptable qu'un sentiment de peur s'installe dans notre École et que les équipes éducatives soient menacées", déclare la ministre de l'Éducation nationale, le 5 mars 2024, en déplacement au lycée Ravel, à Paris, où le proviseur a été menacé de mort après avoir rappelé à des élèves l'obligation de retirer leur voile. Assurant aux chefs d'établissement son "soutien total", Nicole Belloubet souligne que les pouvoirs publics ont "immédiatement réagi pour former un bouclier de protection autour de l'établissement et de ses personnels".



Nicole Belloubet s'est rendue ce mardi 5 mars au lycée Maurice Ravel de Paris, à la suite des menaces reçues par le proviseur de l'établissement. JBVNews

La ministre de l'Éducation nationale précise qu'avec l'autorité judiciaire et les forces de police, elle a "pris plusieurs mesures pour protéger le proviseur, comme la protection fonctionnelle, une intervention sur les réseaux sociaux et la sécurisation de l'établissement". Elle rappelle que "les établissements scolaires ne peuvent fonctionner que dans le cadre du respect des principes de la République".

"Il n'y a eu aucune violence" de la part du proviseur (rectorat de Paris)

Lors du déplacement au lycée Ravel, la directrice de l'académie de Paris, Valérie Baglin-Le Goff, a rappelé les faits : le 28 février, le proviseur du lycée a demandé à deux élèves d'ôter leur voile. "L'une d'entre elles a ignoré les consignes du proviseur, qui lui a mis une main sur le dos pour lui signaler qu'elle avait quelqu'un derrière elle". "Il n'y a eu aucune violence contrairement à ce que certains médias ont relayé", souligne la directrice, alors que des messages ont circulé sur les réseaux sociaux rapportant que le proviseur aurait giflé l'élève.

Menacé de mort sur les réseaux sociaux, le proviseur a porté plainte contre l'élève. Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour "cyberharcèlement à la suite de menaces de mort sur internet".

La ministre indique qu'elle se rendra la semaine prochaine à Nîmes pour annoncer un "plan" pour assurer la sécurité des établissements scolaires, qui concernera aussi la protection des personnels.

Plus d'une centaine de personnels de direction parisiens ont participé, le 4 mars, à un rassemblement pour témoigner de leur soutien au proviseur du lycée Ravel.

Generated with Reader Mode